

22 NOV. 2021

**Arrêté n° 931/2021/DREAL/UD88 du
relatif aux modifications des installations sur le site de l'établissement GRANDIDIER
situé sur le territoire de la commune de Rehaincourt**

Le Préfet des Vosges,
Chevalier de la légion d'honneur,
Chevalier de l'ordre national du mérite,

- Vu le code de l'environnement et notamment l'article R. 181-46 ;
- Vu le décret du Président de la République du 28 octobre 2020 portant nomination de M. Yves SEGUY en qualité de Préfet des Vosges ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 807/2000 du 17 avril 2000 modifié, autorisant les établissements GRANDIDIER à étendre l'unité de transit située sur le territoire de la commune de Rehaincourt, à la collecte des déchets industriels spéciaux ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 10/2021/ENV du 11 mars 2021, délivrant pour une durée de cinq ans renouvelable à la société ETS GRANDIDIER SARL le nouvel agrément de ramassage des huiles usagées dans le département des Vosges ;
- Vu le dossier de porter à connaissance relatif au projet de modification des installations de la société ETS GRANDIDIER SARL, déposé par courriel le 07 juin 2021 et complété le 07 octobre 2021 à l'inspection des installations classées de la DREAL Grand-Est ;
- Vu les documents annexés à cette demande ;
- Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 18 octobre 2021 ;
- Vu le projet d'arrêté transmis à la société ETS GRANDIDIER SARL, en date du 21 octobre 2021 ;
- Considérant que la société ETS GRANDIDIER SARL n'a pas émis d'observations liées au projet d'arrêté qui lui a été transmis le 21 octobre 2021 ;
- Considérant que le site des établissements GRANDIDIER a été régulièrement autorisé pour ses activités de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux soumises à autorisation au titre de la législation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) ;
- Considérant que les déclarations présentées par la société GRANDIDIER nécessitent la mise à jour de l'article 3.3.2 de l'arrêté préfectoral n° 807/2000 du 17 avril 2000, réglementant le local de stockage des liquides inflammables ;
- Considérant que le respect des prescriptions fixées ci-dessous est de nature à préserver les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Vosges,

Arrête

Article 1 – Local de stockage des liquides inflammables

L'article 3.3.2 de l'arrêté préfectoral n° 809/2000 en date du 17 avril 2000 susvisé est remplacé par :

« Local de stockage des déchets constitués de liquides inflammables :

Le stockage est réalisé dans une armoire spécifique implantée à l'extérieur et à plus de 8 mètres d'un autre bâtiment. La couverture et les parois et la porte coulissante sont incombustibles.

Le local ne sera pas chauffé.

Le local sera muni d'aérations hautes et basses opposées ».

Article 2 - Le secrétaire général de la préfecture des Vosges et l'inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux établissements GRANDIDIER et dont copie sera déposée à la mairie de REHAINCOURT et pourra y être consultée.

De plus, une autre copie de cet arrêté sera affichée à la mairie précitée pendant une durée minimum d'un mois, publiée sur le site internet de la préfecture des Vosges pendant une durée minimale de quatre mois.

Fait à Épinal, le 22 NOV. 2021

Le Préfet,

David PERCHERON

Secrétaire Général
Par délégation, le Sous-Préfet,

Délais et voies de recours - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Nancy selon les modalités fixées à l'article R. 181-50 du code de l'environnement.